

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« **NEUJ PRO 2014 – 13^{èmes} Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse** »

ATELIER 4

Lutter contre les stéréotypes filles-garçons

Intervenants :

Caroline DE HAAS, présidente d'Egaé, d'égal à égale

Christine GONNU, vice-présidente du Conseil général de l'Ain chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative

Emmanuel ANTOINE, professeur d'EPS au collège Anceau-de-Garlande (77)

Jean-Baptiste PREVOT, professeur d'histoire-géographie au lycée français de Kiev en Ukraine

Animatrice :

Marie-Josèphe FILLERE, responsable de l'Observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Mesdames et messieurs bonjour. Merci d'être venus. J'ai le plaisir d'animer cet atelier. Je m'appelle Marie-Jo Fillère. Je suis responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier qui est le deuxième département en France à porter un observatoire. Je suis aussi pilote du plan d'action de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale qu'a signé en avril le Conseil général de l'Allier. J'ai le plaisir d'accueillir Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale, Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative et Emmanuel Antoine, professeur d'éducation physique et Jean-Baptiste Prévot qui est professeur d'histoire-géographie. Après les interventions, nous aurons le temps du débat. Merci pour votre écoute. Je laisse la parole à Caroline.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Bonjour. Je suis militante féministe dans la vie associative. Et dans la vie professionnelle, je suis responsable de l'entreprise Egaé d'égal à égale, spécialisée sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. On a beaucoup d'interventions, de formations sur cette question auprès des collectivités locales, de conseils généraux, de travailleurs sociaux, dans l'Éducation nationale. En ce moment, on forme l'ensemble des étudiants et étudiantes auxiliaires de puériculture, puériculteurs, puéricultrices, éducateurs, éducatrices de jeunes enfants de la région Ile-de-France aux stéréotypes liés à la petite enfance et à l'égalité filles-garçons chez les jeunes. Auparavant, j'étais conseillère au cabinet de la ministre du droit des femmes, Najat Vallaud-Belkacem. C'est là que j'ai créé un module qu'on utilise maintenant dans toutes les interventions sur l'égalité entre les femmes et les hommes. J'avais créé ce module pour les ministres. Je les ai sensibilisés à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes par des petits modules de 45 minutes. Je l'ai présentée de manière succincte. A posteriori, on s'est rendu compte qu'en construisant ce module on avait essayé de déconstruire les principaux freins qui existent dans la société sur l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons.

Le premier frein le plus important est l'illusion de l'égalité. Quand on commence à parler de l'égalité entre les femmes et les hommes à des individus quels qu'ils soient dans la société, ministre ou pas,

femme ou homme, nous compris, on baigne dans une sorte d'illusion d'égalité. C'est qu'on a tellement avancé en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, les droits des femmes ont été tellement importants à avancer au XX^{ème} siècle qu'on a l'impression d'être presque arrivé à destination. On nous dit que globalement ça va. Cette illusion de l'égalité s'exprime dans d'autres types de phrases dans son entourage ou si par hasard vous tombez sur le journal télévisé de Jean-Pierre Pernaut sur TF1 à 13 heures. Les nouveaux pères seraient plus impliqués dans la vie domestique et les filles préféreraient les lettres. La première phrase n'est pas tout à fait fausse si vous remplacez le L par un D : Des nouveaux pères seraient plus impliqués dans la vie domestique. Ils sont tellement minoritaires dans la société qu'ils n'ont fait bouger la statistique que de 6 minutes en 25 ans. La deuxième phrase est fausse. En effet en seconde générale, si on regarde l'orientation des filles, la plus grande partie choisirait la filière scientifique et la plus petite partie la filière littéraire. Pour percuter cette illusion de l'égalité qui nous empêche d'agir sur l'égalité, si on pense que ça va, il n'y a pas trop de raison d'en faire un sujet d'intervention dans le cadre éducatif ou dans les politiques publiques, on s'appuie sur les chiffres. On prend une jeune femme au hasard et on regarde la réalité des inégalités. Ce n'est pas tout à fait au hasard. Si vous devez faire un Power point sur l'égalité entre les femmes et les hommes, si vous allez sur Google image et que vous tapez silhouette femme, voilà ce que Google vous propose. On prend une jeune femme presque au hasard et on montre très clairement la réalité des inégalités dans la vie professionnelle comme dans la vie personnelle. Tous ces chiffres sont contenus dans un document qui s'appelle « Les chiffres clefs 2014 de l'égalité entre les femmes et les hommes » édité par feu le ministère des droits des femmes. Vie professionnelle : 27% d'écart de salaire entre les femmes et les hommes en France en 2014, tous salaires confondus. La première des raisons est le temps partiel. Une femme sur trois travaille à temps partiel en France. La deuxième raison est la ségrégation des métiers. Ça se joue très tôt dans l'orientation scolaire. La moitié des femmes en France est concentrée sur un tout petit segment du marché du travail dans les services, l'emploi à domicile, l'enseignement, des métiers dans lesquels le droit à la formation, la progression de carrière et le niveau de salaire sont généralement inférieurs à la moyenne. En fin de carrière, ça donne des différences moyennes de 600 euros par mois entre la retraite des femmes et celles des hommes. Quand on regarde la vie personnelle, c'est pareil. Les femmes font 18 heures de tâches domestiques en plus de leur conjoint par semaine. Si cette jeune femme fait de la politique, elle a toutes les chances d'être adjointe au maire ou vice-présidente d'un conseil général grâce à la parité, généralement en charge de l'action sociale ou de la petite enfance. Il lui sera plus compliqué d'être maire. Il y a 16% de femmes maires en France. Si elle veut être chef de gouvernement, ça va être encore plus compliqué. Il y a 6% de pays dans le monde dirigés par des femmes. Le chiffre des violences faites aux femmes percute complètement l'illusion de l'égalité. En France chaque année, 75 000 femmes sont victimes de viols, une toutes les 7 minutes. C'est le chiffre de l'INSEE d'une enquête téléphonique sur l'état des violences en France. On estime qu'une femme sur dix porte plainte, soit environ 7 000 plaintes enregistrées par an. 1 400 aboutissent à des condamnations pour viol. 75 000 femmes sont violées chaque année et 1 400 violeurs sont condamnés. On a l'impression que les rapports sociaux entre les femmes et les hommes sont pacifiés. Ce n'est pas du tout la réalité. Cela veut dire que dès que vous avez plus de 10 femmes ou de filles dans une salle, les violences les plus fortes sont entre 16 et 25 ans, la statistique fait qu'il y en a sans doute une qui a été victime de violences. Cela veut dire qu'on connaît toutes et tous dans notre entourage des femmes victimes de viol. Généralement, on ne le sait pas. Quand on intervient dans des classes où il y a plus de dix filles, il y a sans doute une qui a été victime de violence ou qui le sera. Le chiffre suivant est la part des femmes présentes dans les médias. A la télévision, 20% des personnes qui parlent en tant qu'experts sont des femmes. Dans les manuels scolaires, il y a deux fois plus de garçons de filles représentés. La racine des inégalités est, à mon avis, les stéréotypes sexistes qui s'affichent au quotidien dans nos vies et qui renforcent les inégalités. Un stéréotype qui sert à classer n'est pas un problème. On a tous besoin de trier les choses. Le problème est quand les stéréotypes enferment les gens dans des cases uniquement en raison de leur sexe. On le voit tout le temps. Par exemple, une campagne de pub pour recruter des conducteurs de bus hommes ou femmes à Lyon. : Grâce à vous cet homme peut aller au foot, au ciné quand il veut, grâce à vous cette femme peut aller chercher ses enfants à l'école. On classe les uns et les autres dans des cases préétablies. Autre exemple, une campagne de communication dans l'Education nationale : Laura a trouvé le poste de ses rêves, Julien c'est les ambitions. Laura est adossée à une bibliothèque en plein milieu de la journée en train de lire un livre de poche, elle n'a manifestement pas grand-chose à faire alors que Julien travaille tard le soir chez lui sur un ordinateur. Julien est moderne, il a un ordinateur. Elle, elle a des crayons de couleur. Il y a tout dans cette campagne de com qui a été vue par des millions de personnes en France. Ils se sont faits épinglés à la sortie. Au moment de la construction de cette campagne, personne ne s'est

dit qu'ils mettaient les gens dans des cases différentes. On n'a pas l'impression qu'ils vont faire le même métier. Les stéréotypes commencent avant la naissance. La forme du ventre annoncerait le sexe de l'enfant. Cela vient de ce que le ventre allongé amincit les femmes et un garçon ne ferait pas de mal à sa mère alors que le ventre sur le côté grossit les femmes et les filles sont des chieuses. Déjà avant la naissance, on projette qu'un garçon est gentil avec sa maman et une fille va être relou. L'enfant est né. Il a un an et demi. A cet âge, ils ne savent pas qu'il y a deux sexes à peu près fixes dans la société et qu'ils appartiennent à l'un ou à l'autre. Ils vont le voir en rentrant chez Petit bateau ou dans un catalogue de jouets ou en achetant des livres pour apprendre l'alphabet. Pour les garçons, ça va être acrobate, ballon, cabane. Pour les filles, ça va être amie, bijou, chapeau. On le voit aussi dans les jeux vidéo le jardinage avec papy, le bricolage avec papa, la cuisine avec maman. Dès le plus jeune âge, les enfants voient une répartition des rôles. Le problème de ces stéréotypes, c'est qu'ils sont intégrés dès le plus jeune âge. On a fait des enquêtes sur les jeunes publics d'une dizaine d'années. On leur a fait faire un test de rotation mentale en 3D. Qui réussit le mieux ? Les filles ou les garçons ? Ça dépend. Si vous annoncez que c'est un exercice de géométrie, les garçons réussissent mieux que les filles. Si vous annoncez que c'est un exercice de dessin, les filles réussissent mieux que les garçons. A 10 ans, ils sont déjà conditionnés en raison de leur sexe et pas de leurs compétences à se projeter dans l'espace social. Loin de moi l'idée de faire une hiérarchie entre les maths et le dessin. Mais dans le bulletin de notes, on regarde la note de maths avant la note de dessin. La représentation sociale dans les matières est différente suivant le sexe. Cela n'a rien à voir avec leurs compétences. Globalement leur taux de réussite à l'exercice est le même. On intègre ces stéréotypes sexistes et on les reproduit.

On l'a mesuré chez les clarinettes. Pendant des années, les grands orchestres nationaux n'ont recruté que des hommes. Des femmes passaient l'examen, mais il n'y avait que des hommes qui étaient pris. Quelqu'un a posé la question au jury qui a répondu vexé qu'il était impartial et qu'il recrutait sur les compétences. Il ne voulait pas faire de discrimination positive et recruter des femmes parce qu'elles sont femmes. Ce serait injuste. Un jour pour respecter l'égalité femme/homme, ils ont changé les modalités de passage des examens. Ils ont mis un rideau noir devant les candidates et les candidats pour ne juger qu'à l'oreille. Du jour au lendemain, le jury a recruté des femmes. Quand il disait qu'il était un jury neutre et impartial qui ne recrutait que sur la compétence, c'était faux. Ils recrutaient d'abord sur le sexe et prenaient les meilleurs des hommes. Ils excluaient les femmes de la compétition uniquement en raison de leur sexe. Ces stéréotypes sexistes sont difficiles à faire reculer. Ils sont intégrés. On les reproduit sans s'en rendre compte. On a placé des caméras dans les classes et on a filmé toutes les interactions pendant une, deux, trois semaines. C'est la même chose en France ou dans d'autres pays. En moyenne, un ou une prof, c'est pareil, interagit à 70% avec les petits garçons et à 30% avec les petites filles. Les petits garçons sont deux à trois fois plus sollicités dans la classe, pendant toute la scolarité. Imaginez les distorsions que ça peut créer dans la capacité à prendre la parole en public, dans la confiance en soi etc. Personne ne s'en rend compte, ni les profs, ni les parents d'élèves, ni les enfants. Ça paraît naturel. Quand on montre la vidéo aux profs, ils reconnaissent qu'il y a un problème. Ils vont se corriger et faire la classe en donnant la parole de la manière la plus égale entre les filles et les garçons. La caméra continue à tourner. A la fin de la classe, systématiquement, il y a un, deux, trois ou dix petits garçons qui viennent voir l'enseignant, l'enseignante pour lui dire qu'il, elle les a abandonnés. L'enseignant dit à la personne qui fait l'expérience qu'on tombe dans l'extrême inverse. En réalité, les petits garçons sont encore 55% à prendre la parole et les petites filles 45%. Quand on veut faire l'égalité, on n'y arrive pas du premier coup tellement on a intégré les stéréotypes. Le deuxième élément très intéressant est la réaction des petits garçons. De 70% ils passent à 55 et ont le sentiment d'un abandon total alors qu'ils sont encore majoritaires dans la prise de parole. Quand on met en place l'égalité, ça résiste dans tous les domaines. Il y a un sentiment des hommes qui avaient une majorité de politiques économiques et culturelles de perdre du terrain alors que dans la plupart des cas, même s'ils perdent un peu de terrain, ils sont encore largement majoritaires. Agir pour l'égalité n'est pas naturel. C'est l'inégalité entre les femmes et les hommes qui semble naturelle. On ne fait même plus attention aux inégalités. Pour cela, il y a trois étapes : percuter l'illusion de l'égalité, former et sensibiliser des enseignants, des éducateurs, créer des automatismes. Il faut s'obliger à changer nos méthodes, nos représentations. Si on n'intègre pas l'égalité dans les automatismes et qu'on fait les choses de manière neutre, on reproduit les inégalités qui existent dans la société.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Merci Caroline. Je propose à Christine d'étayer son propos à partir d'un forum des métiers organisé par le conseil général de l'Ain.

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : J'ai été femme maire pendant seize ans dans un tout petit village parce que quand les femmes sont maires c'est dans de toutes petites communes. Je suis maintenant vice-présidente au conseil général. Nous sommes 3 femmes sur 43 élus. Et j'ai l'enfance et la jeunesse que j'ai choisies. Depuis 13 ans, le conseil général de l'Ain mène une action « Information métiers » qui est destinée à faciliter l'orientation des jeunes. Cette action est un peu particulière parce qu'on a un partenariat très fort avec les chambres consulaires, la chambre de commerce, la chambre des métiers, la chambre d'agriculture, l'inspection académique et les parents d'élèves. Souvent ces forums ne sont montés que par une collectivité. Là, c'est un partenariat même si c'est financé à 100% par le conseil général. On veut rapprocher le monde économique de l'enseignement. Ce forum s'adresse principalement aux élèves des classes de 4^e et de 3^e des collèges. Les collèges choisissent quels jeunes ils veulent faire participer. Cette année, on ouvre aux secondes parce que les proviseurs nous en ont fait la demande pour des élèves qui ne veulent pas continuer dans l'enseignement général et veulent venir découvrir d'autres métiers. Comme c'est sur trois jours, c'est également ouvert aux parents et à l'entourage des jeunes. Les missions locales nous ont aussi fait la demande. C'est nouveau ces dernières années. Les jeunes viennent avec leur établissement le jeudi ou le vendredi et reviennent le samedi avec leurs parents. Ils osent davantage poser les questions à ce moment-là. On ne présente que les métiers en tension et qui ont une formation dans le département. On a une sélection de filières. C'est souvent lié à des choses bien installées dans le département de l'Ain comme l'agroalimentaire, la plasturgie avec la vallée de la plasturgie à Oyonnax. Il y a un espace d'orientation avec le CIO. On souhaite mettre en avant que ce sont les jeunes qui parlent aux jeunes. Ce ne sont pas les formateurs, ce ne sont pas les parents, ce ne sont pas les enseignants, ce sont les jeunes qui parlent de leur formation. En plus du forum, il y a une action tout au long de l'année avec huit tables rondes de novembre à février dans le département. On a des jeunes et toutes les filières sont représentées. Un journaliste professionnel interroge les jeunes sur leur parcours, leurs hésitations, leurs retours en arrière, sur ce qui leur plaît, ne leur plaît pas. Déjà on essaye qu'il y ait des filles et des garçons et dans la mesure du possible des jeunes filles qui sont dans un métier de garçons et des jeunes garçons dans un métier dit de fille. Il y a les rencontres au mois de mars. 8 000 visiteurs viennent pendant les trois jours dont 5 000 collégiens qui sont déplacés par le Département. Le conseil général fait de la com. Caroline de Haas est venue démontrer quelques communications faites par le service com du conseil général. Dieu sait qu'elle a eu raison. Il y en a encore une qui est sur tous les panneaux du département qui ne me plaît pas bien. C'est encore difficile. L'année dernière pour la première fois, on a lancé au sein de ce forum les trophées de la mixité. On doit s'améliorer. On a voulu valoriser le parcours de jeunes qui ne suivent pas une formation habituelle pour leur sexe. On a travaillé avec le CIDFF et la déléguée aux droits des femmes du département. Je reconnais qu'on a fait un peu vite et qu'on a encore à s'améliorer. Il y a eu une remise de trophée au moment de l'inauguration. A ce moment-là, on a présenté des films tournés dans les établissements par notre service com. On va vous en montrer un. Vous allez voir qu'il y a encore plein de stéréotypes dans le film.

(projection du film)

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : J'ai vu cette vidéo au moment de la remise du trophée. Elle m'a beaucoup ennuyée. Je m'interroge sur l'édition des deuxièmes trophées. Mais je trouve que c'est très bien de montrer que des jeunes femmes peuvent faire de la mécanique. On avait un jeune garçon qui était en formation de sage-femme. On présente les caractéristiques du métier. Il était doux et calme. On reste dans ces représentations-là. Dans les tables rondes, on a eu plusieurs fois une jeune fille qui faisait une formation de chauffeur-routier. Elle avait envie de faire de l'international, c'était intéressant. Quand on interroge les gens, on fait remonter ces stéréotypes.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Jean-Baptiste et Emmanuel vont nous présenter l'action qu'ils ont menée dans un collège de l'académie de Créteil.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS : On a enseigné ensemble pendant quelques années dans le même collège à Créteil. Nous avons une grande diversité d'élèves. On avait une des plus grandes SEGPA d'Ile-de-France. Notre panel d'élèves était représentatif de la société. Un de nos constats était une violence quotidienne et acceptée au sein des établissements. Dans les couloirs, dans la cour de récréation, même dans les salles de classe, dans les gymnases, on entend un vocabulaire dont tous les

élèves disent que ce n'est pas grave, que ce n'est pas ce qu'ils pensent. Ces mots renferment une violence très forte à l'encontre des individus qui sortent des exigences hégémoniques liées au sexe. Ce sont des insultes comme pédé, pute, salope ou des choses moins vulgaires mais tout aussi violentes.

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : On a deux extraits à vous proposer.
(*extrait de film*)

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : Cet extrait est intéressant car il nous montre la difficulté quand on est dans une forme scolaire. Il faut faire ressortir l'expression de l'élève. Le but n'est pas qu'il réponde à nos exigences d'enseignants. Il faut essayer de comprendre et de trouver les dispositifs. On va essayer de vous montrer qu'on ne peut pas penser la question des stéréotypes sans penser la posture de l'enseignant, les modalités de transmission des messages pour faire émerger les représentations.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS : Il était important pour nous de partir de ces mots d'élèves ou de cette violence quotidienne. Mais on s'est interrogé sur nos pratiques. Malgré notre volonté d'aller vers l'égalité, malgré notre discours, dans nos pratiques quotidiennes des indicateurs montraient qu'on ne réalisait pas toujours notre discours. Par exemple, dans les interactions avec les élèves, on en développait plus avec les garçons qu'avec les filles. Nos paroles ou nos régulations vis-à-vis des garçons étaient différentes.

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie: Une autre anecdote : quand j'ai commencé, je mettais un garçon à côté d'une fille parce que la fille allait assagir le garçon. Ça marche. Je n'ai pas continué à fonctionner comme ça. On veut montrer nos hésitations, nos incertitudes. Notre idée était de proposer aux élèves une expérience réflexive, mais pas un cours traditionnel avec un contrôle à la fin de l'heure. C'était dans le cadre des itinéraires de découverte qui n'existent plus. Il s'agissait de rassembler deux profs sur un projet pendant quatorze séances. Dans notre cadre disciplinaire, on peut difficilement faire ce genre de projet. C'est un projet en dehors du cadre traditionnel que propose l'Education nationale. On a pensé les séances en trois cycles. Le premier est l'élaboration d'un questionnaire en utilisant les outils d'analyse des sciences humaines pour questionner les représentations et faire une objectivation, même si on n'est pas sociologue. Après l'élaboration du questionnaire, on a systématiquement ponctué les questions par des émissions de radio scolaire qui permettaient de formaliser la pensée construite en quelques séances et de faire travailler l'interaction. Le cycle deux est la réflexion à partir de productions culturelles. Il y a eu la restitution finale avec une émission de radio plus formalisée sur la question des genres.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS : On est parti sur la différence de traitement dans la société entre les femmes et les hommes. Par exemple, à même niveau de diplôme, il n'y a pas toujours l'accès aux mêmes emplois et qu'au même emploi il y a une différence de salaire. Ce sont des choses sur lesquelles on doit avancer. Comme les explications de Caroline sur les différences liées au sexe, cela nous a amenés à cerner l'idée que plus largement c'est l'individu qui subit une injonction dans la société qui va l'amener à se construire obligatoirement dans une norme et que s'il s'écarte de cette norme il y a un prix à payer qui est celui du rejet. Cet élément existe pour les filles et les garçons. La figure du rejet pour le garçon est qu'on puisse douter de sa virilité. Et les filles doivent faire la preuve qu'elles ne sont pas des putes en s'appropriant par exemple les critères de virilité.

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : On n'est plus dans un rapport homme/femme, mais dans une norme qui exclut la personne timorée. C'est en pensant à ces deux figures qu'on a essayé d'avancer.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS: Notre idée était que chaque individu puisse se construire de façon singulière sans subir une catégorisation de départ liée à son sexe. L'idée était de voir s'il était possible de se construire sans cette violence. C'est pour ça qu'on s'est appuyé sur ces publicités avec les élèves.

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : On s'est rapidement rendu compte que la manière de faire cours était fondamentale. Il y a des questionnements nécessaires à se poser. Il faut arrêter de penser que le silence est une bonne chose pendant un cours. On fait aussi son deuil de

l'évaluation. Il faut travailler sur la coopération. On voit que les tables empêchent la vraie coopération. Ce n'est pas parce qu'on met les gens ensemble qu'ils vont travailler ensemble. Les autres élèves voyaient la production radio des élèves. Dans une émission, on avait séparé filles et garçons. On peut nous le reprocher. Mais on s'était aperçu rapidement que les garçons avaient un poids très fort sur la question du sexe par rapport aux filles qui étaient dans une inhibition. L'idéal serait de faire des groupes mixtes plus ou moins introvertis, plus ou moins extravertis.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS: Le groupe de garçons exerçait une telle pression sur l'ensemble des filles de la classe qu'elles ne pouvaient pas s'exprimer. Nous avons la volonté de permettre la parole pour chacun des groupes. La séparation n'a duré qu'un moment. Il y a eu ensuite un retour ensemble.

Extrait de l'émission de radio

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS : C'est la production d'une élève de 5^e. Elle est dans une vraie construction, une vraie argumentation. Le groupe de garçons avait les mêmes consignes. Nous avons remarqué que certains métiers étaient faits pour les femmes et d'autres pour les hommes comme coiffeuse et cuisinière et pour l'homme souvent des postes plus importants. Les garçons étaient plus transgressifs sur la manière de faire de la radio. On rejoint les clichés sur les hommes. Comment les faire travailler pour qu'ils puissent être dans une coopération à tous les niveaux ?

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : On se questionnait aussi sur la façon d'intervenir en cours. Il y avait des modèles de transmission du savoir, certains obstacles qui participaient à la perpétuation de ces choses-là. On s'est dit qu'on allait essayer de mettre en place d'autres stratégies de coopération. Sur cette coopération ou compétition, beaucoup d'études ont montré que la coopération en cours était plus bénéfique pour l'apprentissage que la compétition et que ce n'est pas parce que l'enseignant pense mettre en œuvre une coopération qu'elle sera effective. On observe des gens qui entrent en compétition pour la production finale en essayant de se mettre en avant par exemple. La coopération implique de changer le regard porté sur l'élève et sur l'enseignement et de se placer dans l'optique de tout mettre en œuvre pour prendre en compte la parole de l'élève, son vécu. Il ne faut pas que le placement de l'enseignant soit au-dessus avec l'idée qu'il a le savoir à transmettre. Mais l'enseignant s'enrichit de ce que dit l'élève pour l'aider à trouver des solutions. L'enseignant met en œuvre dans son enseignement des stratégies pour que les élèves coopèrent vraiment.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS : Après la mise en place de la coopération, on va se heurter à une autre illusion de l'inter-culture. On se dit que tout est culturel donc tout est naturel. Comment dépasser ça ? En anthropologie, on montre que ce sont les interactions entre les deux qui importent. Après avoir fait tourner le micro dans toute la classe, l'élève fille demande pourquoi quand on parle de sexe les garçons nous traitent de putes. C'est comme ça, c'est dans la nature. C'est quoi la nature ? Conclusion : c'est comme si on allait aux toilettes. Comment dépasser ça ? L'idée est de travailler les concepts. Quand on parle d'égalité homme/femme, c'est souvent une expérience personnelle qui appuie un argumentaire. C'est anti sciences sociales. Il faut partir de l'univers social et travailler les concepts. En éducation civique, je leur pose la même question sur l'égalité entre les femmes et les hommes au premier cours et au dernier cours de la séquence, soit neuf séances après. Je remarque que dans les réponses ces différences ont trait essentiellement au physique dans les premiers écrits et que la déconstruction sociale apparaît ensuite avec plus d'arguments sur les différences à l'école, au travail. Les élèves ont eu une écriture plus longue. Le travail sur la déconstruction sociale n'était pas simple et ce n'est pas seulement un rapport de domination homme/femme. Je suis satisfait même si j'entends deux minutes plus tard dans les couloirs : elle est vraiment conne, c'est bien une fille. Les élèves comme les adultes considèrent que l'égalité est là de fait et que dans d'autres états il n'y a pas d'égalité. Pour déconstruire ça, il faut confronter les élèves à leur parole et à ce qu'ils ont donné à voir pendant le cycle et plus tard. En éducation physique, on filmait en début de cycle et on regardait ce qui se passait à l'entrée des vestiaires. On voit deux garçons qui se mettent à faire des pompes torse nu quand des filles sortent du vestiaire. Ensuite, on parle du cours de boxe française. Les filles disent que c'est un sport de garçons. A la fin du cycle, on filme une situation de boxe française. On constate que les réactions ont évolué. On peut être un garçon et ne pas aimer la boxe française et être une fille et se montrer très compétente dans l'activité. Ces vidéos aident les élèves à déconstruire cette idée qu'une fille est forcément faible et un garçon forcément costaud.

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : Pour finir, on voudrait montrer qu'une position politique nous semble nécessaire. Il faudrait réfléchir à une éducation à la différence dans cet ordre hétérosexuel, sur le handicap, le racisme, c'est-à-dire tous les rapports de force et de domination. Si on reste sur le rapport homme/femme, on oublie toutes les autres tendances de domination entre riche/pauvre, de race. C'est là qu'on veut faire un petit pas de côté en se posant aussi la question de l'existence de politiques publiques spécifiques aux femmes. On milite aussi sur les outils des sciences sociales. Une question de fond me rend dingue. Réfléchir sur la société au sens sciences humaines n'est fait que par une discipline qui est l'histoire. Mais c'est dans une narration avec des injonctions tellement importantes qu'on a très peu de moyens. Le doute n'est pas permis. Dans la réalité de ce qu'on sait des travaux sur la façon dont enseignent les profs d'histoire. Je suis persuadé que c'est faux. Ça demande du temps, une connaissance sur les coopérations. Ça demande un positionnement politique parce que je ne finis jamais les programmes, parce qu'on se fait engueuler par les collègues qui ne comprennent pas toujours ce qu'on fait, à cause du rapport avec la direction, les parents.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS: Il faut garder les études qui concernent les garçons et les filles en deux catégories. Si on arrête de regarder ce qui se passe pour les filles et les garçons, ça nous empêche d'avoir les constats de départ et de voir l'inégalité de traitement. Plus largement, ces questions sous-tendent l'impossibilité dans la société de se construire de façon singulière dans le sens où notre sexe détermine certains comportements avec un contrôle social très fort comme la façon de s'habiller. Ça peut aller jusqu'à l'affrontement physique. On voit les violences faites aux homosexuels. On doit enseigner à nos élèves que si on veut une société égalitaire l'individu doit avoir l'opportunité de se construire de façon singulière sans être stigmatisé et sans subir une catégorie de départ liée à son sexe.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Ce que vous avez dit suppose que l'Education nationale refonde complètement ses programmes davantage sur les savoirs être que sur les savoirs faire.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS: Dans les nouvelles propositions du socle commun de cette année, il y a un vrai pas en avant. La formation de l'élève à l'esprit critique est mise sur le papier même si les programmes n'en facilitent pas la réalisation pour les enseignants.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Y a-t-il des questions ou des expériences, des constats ? Comme nous ne sommes pas nombreux, je vous propose de vous présenter pour voir la diversité de vos origines.

Présentation des participants à l'atelier.

Elodie Rouzé, chargée de projet à l'association Le Moutard : On a créé un outil qui s'appelle « Egalité filles/garçons, parlons-en ». Ce sont des expos quizz. Une expo a été financée par la délégation régionale aux droits des femmes Rhône-Alpes. Elle est en cours de diffusion grâce à un partenariat avec l'Education nationale. On n'a pas encore de retours. La diffusion commence seulement.

Un participant dans la salle : Au conseil général de l'Ain, pour le petit film, j'imagine que vous allez proposer un cahier des charges à la communication. Il serait intéressant de laisser le film tel qu'il est et de faire un deuxième film avec un cahier des charges qui pourraient s'inspirer des remarques faites au cours de la première intervention.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Ce travail serait intéressant s'il était fait par des jeunes.

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : Je trouve l'avant et l'après très intéressant surtout que Caroline de Haas est intervenue devant l'ensemble de l'encadrement du conseil général de l'Ain où il y a une réunion trimestrielle sur les stéréotypes filles garçons en présence de la communication. C'était

postérieur à cette vidéo. Il serait intéressant dans le cadre de nos trophées de la mixité de voir si nos mentalités évoluent.

Un participant: Cette histoire nous crève les yeux. On est à côté de la plaque. L'éducation populaire a un chantier phénoménal à mener auprès des jeunes. La formation et l'information de tous les professionnels est à faire. Bravo les gars. Votre expérience est super intéressante. Vous avez dit que les itinéraires de découverte étaient terminés.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS: Ça dépend des académies scolaires. Ça existe encore en Ile-de-France particulièrement dans l'académie de Versailles. Mais c'est en voie de disparition. On a eu une vraie liberté parce qu'on a pu utiliser la radio. C'est en voie de disparition dans la dotation horaire des établissements. Ce travail est aussi parfois mal perçu par les autres enseignants.

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : En géographie du genre, au lieu de faire le territoire de la ville sous l'angle des infrastructures sportives, on prend l'angle du genre. Si on fait la guerre de 14, on prend sous l'angle de la mémoire des homosexuels. C'est un positionnement politique en tant qu'enseignant.

Le même participant: Je viens de regretter de m'être adressé à eux en disant bravo les gars.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : C'était génial que vous vous trouviez sur la même longueur d'onde et la même envie de travailler sur cette question-là.

Emmanuel Antoine, professeur d'EPS : Je trouve qu'il y a un côté très conservateur chez énormément d'enseignants même parfois chez des personnes qui pensent être dans l'innovation. Le système reste très traditionnel. On s'est rejoint sur la déconstruction, sur la place donnée à la parole de l'élève. En éducation physique, je leur donne un exercice et je me contente de valider si ce qu'ils font répond à mes attentes. Eventuellement, je vais leur donner un petit conseil pour les aider à s'améliorer. A aucun moment, je ne demande aux élèves comme ils ont vu les consignes. Si je le fais, ça transforme mes représentations d'enseignant. Il faut accorder du crédit à ce que dit l'élève pour l'aider à aller de l'avant.

Un participant: En début d'année scolaire, on a mis en place un parcours le soir sur l'égalité homme/femme en lien avec des étudiants d'un lycée de Voiron. Il y a eu un article dans le journal local. L' élu m'a dit qu'on avait mis un parcours sur les genres dans le périscolaire. Je lui ai répondu non. C'était un parcours sur l'égalité. Le titre du journal était un peu accrocheur. L' élu craignait qu'on ait mis quelque chose sur la loi des genres. Ça avait été monté en épingle et ça m'a fait sourire. Une remarque : on a tous la responsabilité dans ce qui se passe au niveau des genres. Je dis que les mères ont un rôle important à jouer quand elles ont des fils. C'est une plaisanterie.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Je réagis à ce que vous venez de dire sur les mères qui élèvent les enfants. Cette remarque revient très régulièrement. J'ai animé des formations dans des ministères devant de très hauts fonctionnaires. On fait des groupes de travail en Gironde avec des femmes au RSA accompagnées par les maisons départementales d'insertion et de solidarité. On intervient dans des conseils généraux. On fait en ce moment des formations aux auxiliaires de puériculture qui sont majoritairement des jeunes femmes d'une vingtaine d'années et qui sont dans une formation très professionnalisante. On intervient devant des profils très variés. Des automatismes reviennent systématiquement dans les conversations, notamment la responsabilité des femmes. Cette question m'interpelle. Les hommes et les femmes vivent dans la même société. Les femmes ne vivent pas dans une grotte en Alaska à l'abri des stéréotypes. On reproduit toutes et tous des mécanismes de différenciation des sexes, donc d'enfermement des sexes dans une case ou dans une autre. Quand une mère de famille débarrasse la table et qu'elle appelle sa fille pour l'aider et pas son fils, elle reproduit des stéréotypes. Jamais dans aucune des formations que j'ai animées avant avec ma casquette de militante féministe et maintenant dans mon cadre professionnel, jamais on n'a posé la question du fait que les pères totalement absents des tâches domestiques formaient, entre guillemets, leurs enfants à reproduire ça. Quand un petit garçon voit son papa, je parle pour des couples hétérosexuels qui sont encore la majorité du genre aujourd'hui, ne pas débarrasser la table, plus tard il le reproduira. En

matière d'égalité femme/homme, il n'y a pas beaucoup de discriminations où on voit pointer du doigt la responsabilité des personnes discriminées. Je suis un peu provocante. Non seulement on gagne 27% de salaire en moins, mais on fait 80% des tâches domestiques. On a un risque non négligeable d'être victime de violence au cours de notre vie, mais en plus c'est de notre faute. C'est un clin d'œil. Mais je trouve intéressant que cette question, spontanément, ait été posée. Parfois des gens disent qu'ils ont entendu un propos sexiste et qu'en plus c'était une femme qui le tenait. Est-ce le propos sexiste qui est grave ou que ce soit une femme qui le dise ? C'est le propos sexiste qui est grave. On déconstruit des choses tellement ancrées dans nos mentalités que c'est difficile et ça va prendre du temps. Il faut créer des automatismes à l'envers. On a des automatismes dont on n'a même pas conscience. Quand on dit les gars par exemple. Un de mes profs de sport disait : les gars vous n'allez pas faire comme les filles. En ce moment, je travaille beaucoup sur la petite enfance parce qu'on forme les auxiliaires de puériculture et que je suis en plein dans la période d'adaptation à la crèche pour ma fille qui a deux mois et demi. La petite enfance est très intéressante pour ça. Je vous cite trois exemples. Une petite fille arrive le matin avec un chouchou pas au bon endroit : alors tu es mal coiffée, c'est papa qui t'a coiffée ? Un papa vient chercher son enfant le soir et l'auxiliaire de puériculture dit : vous direz à sa maman qu'il a un rhume. Et hier à la crèche dans la section des tout petits, un petit garçon marchait à quatre pattes et a appuyé sur la main d'une petite fille qui s'est mise à crier. La puéricultrice lui dit : Clément, ce n'est pas comme ça qu'on parle aux filles. L'enfant a six mois et on lui explique déjà qu'il y a une façon différente de parler aux petites filles et aux petits garçons. Il faut réussir à désautomatiser ça et à mettre d'autres automatismes à la place. Mais ça prend du temps parce que le seul moyen pour que les gens aient conscience de ces automatismes est qu'ils se voient en train de les faire. Je peux faire une grande théorie sur la reproduction des stéréotypes par tout le monde, si on ne vous met pas devant un film, ça ne sert à rien. Moi-même je me fais prendre, moins maintenant sur l'égalité femme/homme parce que je me surveille. Mais sur les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou à l'origine, des copains et des copines m'ont déjà fait remarquer que je reproduisais des stéréotypes homophobes ou racistes. C'est très violent quand on se le prend dans la tête. Ce travail prend du temps. L'idée de vous filmer, de vous enregistrer est géniale. C'est ce qu'il faudrait faire. La puissance publique a les moyens de faire ça. Le conseil général peut proposer des formations. Un conseil régional, un conseil général ou une municipalité peuvent proposer des formations aux enseignants. La région Ile-de-France le fait. Elle forme ses étudiants auxiliaires de puériculture. C'est plus facile parce qu'on peut organiser les emplois du temps. Mais elle forme aussi les gens en poste. Elle dégage du temps de travail des gens en poste dans les crèches pour les former en interne à ces questions-là. Dans l'Ain, si vous formez votre service communication, vous n'aurez plus, pour votre campagne sur les poules qui mangent les déchets « adopte une cocotte », une poule en femme avec des talons, des cils.

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : Et c'est placardé dans tout le département.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Un dernier élément pour terminer. J'ai entendu qu'il y avait plein de gens des collectivités. Elles ont les moyens de faire bouger les choses. Ça ne coûte pas si cher que ça et c'est possible. Par contre, et c'est là que le petit film que vous avez montré est très intéressant, on a souvent tendance à penser que, parce que tout le monde a un avis sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, parce que tout le monde le vit au quotidien, c'est quelque chose que tout le monde peut faire alors que c'est un sujet technique. Le dire permet de valoriser cette thématique. On entend souvent dire que c'est une thématique de société et on a l'impression que tout le monde peut travailler sur l'égalité femme/homme. N'importe qui peut le faire. Mais ce sujet demande à être formé, il demande de la technicité. Détecter les stéréotypes s'apprend. Si vous faites appel à une boîte de com qui n'a pas travaillé sur ces questions-là et que vous ne le mettez pas dans le cahier des charges, il y a 100% de chances que vous ayez un truc stéréotypé.

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : On peut peut-être former les journalistes, mais on oriente la réponse du formateur ou du copain qui est à côté. On risque d'avoir cette réponse-là.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Vous pouvez mettre dans la vidéo la parole d'un sociologue, d'un expert qui décrypte.

Un participant: Pour la dernière réaction, un film est un montage. On met et on coupe ce qu'on veut. Les communicants sont les premiers vecteurs de toutes les inégalités. Ils créent des manques. Ils appuient sur des choses culturelles. C'est quasiment un automatisme de faire un film comme ça. Effectivement là, la formation est importante.

Un des professeurs : Je suis d'accord avec la moitié de ce que vous avez dit. Les élèves ont intégré ces automatismes. Mais il restait tous les autres rapports de domination. Je ne veux pas être dans une concurrence et dire qu'il y a des catégories qui souffrent plus. C'est pour ça que l'idée d'ordre hétérosexuel nous a intéressés. Depuis deux jours et demi que je suis ici, on m'a souvent dit que j'étais jeune. Je suis prof. J'ai d'autres identités. La question est celle du je. On va essayer de classer avec un côté culpabilisant pour les gens qui ne seront pas dans les automatismes. C'est faire une éducation à la pluralité des identités pour essayer d'éviter une surenchère. A un moment, vous avez dit « on » en tant que femme. Mais peu importe que vous ayez un vagin ou un pénis pour dire ce que vous dites. C'est en tant qu'experte. J'aimerais avoir vos avis sur les politiques publiques qui sont centrées sur une catégorie même si on partage les connaissances sur la discrimination que subit la catégorie femme. Je reprends les mots de la féministe Christine Delphy qui disait dans ses ouvrages que la catégorie la plus discriminée était celle des mineurs. Tout est fait dans notre système scolaire, peut-être encore plus dans la société, pour ne pas donner les droits aux enfants. On peut se demander pourquoi l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans et qu'on ne leur donne pas les droits politiques à ce moment-là alors qu'ils ont le droit d'aller en prison à 13 ans et qu'à 10 ans ils ont le droit d'aller dans les centres judiciaires. Je pense qu'on a intérêt à travailler sur la pluralité des identités et l'éducation à la différence. Et je mets un point d'interrogation sur les politiques publiques centrées sur les femmes.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : C'est le plus gros point d'interrogation de l'engagement féministe, des politiques publiques sur l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est même la tension dans laquelle on est en permanence. On est dans une tension entre deux bouts de la chaîne. D'un côté, il y a le bout de la chaîne universelle. Je reprends une expression de la politologue Réjane Sénac : c'est de devenir indifférent aux différences. C'est être indifférent devant quelqu'un qu'il soit homme, femme, noir, blanc, grand ou petit. Ce qui est intéressant, c'est son identité de prof, d'expert, de chef d'entreprise, de gauche, de droite, ce qui constitue son identité. Pour moi, il est plus important d'être féministe et de gauche que d'être une femme dans ce que j'ai envie de mettre en avant. L'objectif d'un des bouts de la chaîne est de devenir indifférent aux différences. Mais on ne peut pas atteindre cet objectif sans, à un moment ou à un autre, décrypter très précisément les discriminations. L'expérience nous montre que, quand on met toutes les discriminations ensemble, on finit par faire un gloubi-boulga qui ne permet pas de décrypter les trucs. C'est pour ça que les féministes se sont battues pour un ministère du droit des femmes et pas un ministère de l'égalité en général. En effet à chaque fois qu'il y a eu des initiatives sur l'égalité, on a observé que celles qui concernent les femmes étaient oubliées, mises sous le boisseau. On a l'impression d'une égalité très forte et qu'on a gagné dans ce domaine-là. On sait qu'il y a encore des discriminations dans le domaine du handicap. Donc on a plus de facilités à enclencher des politiques à ce sujet. Ça ne veut pas dire que le problème est réglé. Je ne fais pas de hiérarchie entre les discriminations. Elles sont toutes aussi graves et se font toutes sur les mêmes mécanismes. Mais elles ont des spécificités. Par exemple la discrimination liée à l'origine trouve aussi ses racines dans l'histoire de France, dans la colonisation, la décolonisation, la guerre d'Algérie. L'égalité entre les femmes et les hommes a ses spécificités. C'est la discrimination la plus ancienne. C'est ce qu'explique l'anthropologue Françoise Héritier. La hiérarchie fondamentale est celle entre les enfants et leurs parents. Certains arrivent avant et d'autres arrivent après. Sur cette base, les sociétés ont calqué toutes les autres hiérarchies. Ça a commencé par la hiérarchie entre les femmes et les hommes. Ça a continué avec la hiérarchie entre les couleurs de peau, la hiérarchie sociale, la hiérarchie en fonction de la sexualité. La hiérarchie femme/homme est la plus ancienne. Elle est universelle. Elle existe dans toutes les sociétés et s'applique à une majorité de la population. Ça ne veut pas dire qu'elle est plus ou moins grave que les autres. C'est que chaque discrimination a des particularités. Je suis tout à fait d'accord sur l'éducation à la différence. Chaque individu doit pouvoir être tel qu'il souhaite être indépendamment de son sexe, de sa couleur de peau, de sa naissance, de son handicap etc. En même temps si on ne prend pas du temps pour travailler sur chacun, j'ai du mal à voir comment défaire les automatismes. Pour moi, c'est de travailler sur l'égalité entre les femmes et les hommes qui a créé des automatismes pour tous les autres. Si je n'avais pas travaillé sur cette question de manière très approfondie, je ne suis pas sûre que j'aurais déconstruit mes stéréotypes homophobes, racistes, handicap etc. de manière aussi percutante.

Un des professeurs: Le fait de pointer une problématique vous a permis de construire des éléments. La problématique concerne toutes les différences. Ces deux éléments sont complémentaires. Ils ne peuvent pas fonctionner l'un sans l'autre.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Je n'ai pas trouvé le moyen de régler la contradiction. Si on veut atteindre cet universel où les gens n'en ont plus rien à faire, c'est un monde qu'on ne peut pas imaginer.

Un des professeurs : C'est l'identité en fonction du lieu. Je suis un homme quand je suis avec ma copine ou mon copain dans des relations intimes. Je suis un homme parce que c'est l'identité physique qui joue dans des relations intimes. Là, je ne suis pas plus un homme qu'une femme. Je suis enseignant. Après pourquoi pas un ministère du droit des noirs ?

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Pour moi ce n'est pas pareil de caractériser les gens en fonction de leur poste et en fonction d'une caractéristique physique qui essentialise les choses. Il n'y a rien de plus grave que de créer des différences entre caractéristiques physiques, homme, femme, noir, blanc, handicapé, pas handicapé. Il n'y a rien de plus violent, entre guillemets, que d'enfermer les gens dans une caractéristique qu'ils n'ont pas choisie. C'est naturalisant. En raison de caractéristiques physiques, les femmes sont comme ça et même sur la sexualité. Je ne suis pas sûre qu'être femme ou homme soit aussi important que ça. Les formes de sexualité sont tellement variées que deux femmes ensemble, deux hommes ensemble, un homme une femme ensemble vont faire des choses tellement différentes en fonction de leurs envies, des rapports entre eux. Pourquoi pas un ministère de chaque ? Je crois qu'il y a une délégation interministérielle sur le handicap. Sur le sujet que je connais le mieux l'égalité entre les femmes et les hommes, sans ministère du droit des femmes on n'avance pas. La preuve par l'exemple, les deux périodes où ça a le plus avancé en matière de loi c'est quand il y avait des ministres du droit des femmes de plein exercice.

Un des professeurs : Avec un ministère de la différence, il y a le risque que ça change complètement.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : J'ai un problème avec la différence. Je ne suis pas très à l'aise avec ce concept de différence. Quand on commence à parler de différence, on fait des hiérarchies. Les blancs et les noirs sont différents. Mais il ne viendrait à l'idée de personne dans une réunion de dire qu'il faut affirmer notre différence, que la différence entre les noirs et les blancs est valorisante, positive. Quelqu'un qui parle de différence entre les noirs et les blancs, c'est du racisme. C'est pareil entre les femmes et les hommes. Il y a des différences : vagin, pénis, testicules XX/XY. Mais là aussi ce sont des généralités. Il y a 4 à 6% de la population qui a l'air d'être une femme mais qui par ses chromosomes est un homme ou vice versa. La particularité aussi de la question de l'égalité entre les femmes et les hommes est qu'on met en permanence le doigt sur cette différence physique. Cette idée d'essentialiser les différences physiques est très particulier à l'égalité femme/homme. Je dis toujours que les hommes et les femmes sont pareils. Avec les auxiliaires de puériculture, je leur demande les différences entre les femmes et les hommes. Le vagin et le pénis sont les organes génitaux, les seins sont des organes secondaires. Pour les hommes, ça va être la pilosité. XX/XY. J'ai vu ça dans un cours sur les questions d'orientation de Françoise Bouillot, professeure au CNAM. Ce cours est destiné aux futurs conseillers principaux d'éducation. Elle demande les différences entre filles et garçons. Les organes génitaux extérieurs pour les garçons, c'est le pénis, d'accord. Et pour les femmes ? Depuis dix ans qu'elle fait ce cours pour des auxiliaires de puériculture et pour les futurs conseillers principaux d'éducation, je l'ai expérimenté l'autre jour pour la première fois, pour les femmes, c'est... un blanc. Je suis dans une salle avec 25 jeunes filles entre 20 et 30 ans. L'une d'entre elles répond qu'il n'y a rien. Il a fallu trois ou quatre secondes pour qu'il y ait une réaction. Je leur parle d'une salle d'accouchement, de la naissance d'un enfant et ce qui fait dire que c'est une fille ou un garçon. Pour une fille, il n'y a pas rien, il y a bulbe, lèvres, clitoris, dont l'immense majorité est à l'intérieur. On se rend compte que des femmes de 22 ans n'ont aucune conscience de la façon dont fonctionnent leurs organes génitaux et notamment ceux dédiés au plaisir. Dire qu'il n'y a rien est symbolique de la façon dont les petites filles ont appris à considérer leur sexe. On travaille ça et après on essaie de comprendre pourquoi on arrive à 80% des tâches domestiques et 75 000 viols. On travaille sur la conscience du genre. C'était une parenthèse. Chez François Bouillot, la réponse d'après c'est qu'il y a un trou.

Un participant : Puisque la situation est tellement catastrophique, on peut se poser la question de la discrimination positive.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Qu'est-ce que la discrimination positive ?

Un participant: Réponse simple, caricaturale, c'est privilégier des personnes censées être moins privilégiées.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Pourquoi dirait-on que c'est de la discrimination positive ? J'appelle ça une tentative de rattrapage. Par exemple, les femmes touchent 27% de salaire en moins. Donc, dans toutes les filières où il y a plus de 90% de femmes, on va augmenter les salaires de 10%. Ce n'est pas de la discrimination positive. C'est une tentative de rattrapage d'une inégalité salariale hallucinante. La discrimination positive voudrait dire choisir des femmes parce qu'elles sont femmes et pas uniquement à cause de leurs compétences. Aujourd'hui, on fait le contraire. On choisit les hommes indépendamment de leurs compétences. On l'a vu avec l'histoire de la clarinette.

Un des professeurs : J'ai rencontré une femme de mon âge qui a obtenu un poste à l'université de Lyon qui m'a dit avoir eu de la chance parce qu'elle avait bénéficié de la parité et qu'elle était tombée à la bonne époque. Pour avoir ce poste, il fallait avoir fait une thèse, avoir publié. Je lui ai répondu qu'elle avait eu le poste parce qu'elle correspondait aux critères et qu'elle était compétente et pas parce qu'elle était une femme. Elle avait le même droit de postuler que les autres.

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : Je suis capable de dire ça pour mon poste de vice-présidente. J'ai élue conseillère générale, j'étais la seule femme de gauche, j'ai fait basculer le département. Je suis capable de dire que j'ai eu ce poste parce que j'étais une femme. Mais en même temps, j'ai été élue dans le canton le plus à droite du département.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : La réalité est que vous auriez dû être présidente du CG. Il y a eu une discrimination manifeste ! Quand on me dit ça, j'inverse les trucs. Quand on fait des études qualitatives, on se rend compte que les 16% de femmes qui ont réussi à être maires d'une petite ville se sont battus et font partie généralement des plus compétents. Je commence toujours par essayer d'inverser la vision des choses. En 1981, François Mitterrand a été élu président de la République. Il aurait été une femme, à votre avis aurait-il été élu président de la République ? Non. Donc François Mitterrand a eu son poste parce qu'il était un homme. Cela ne voulait pas dire qu'il n'avait pas de compétences. Ça fait 3 000 ans que les hommes ont des postes parce qu'ils sont des hommes. Ça n'a jamais embêté personne. Dans votre conseil général, il y a 3 femmes sur 43 et c'est de leurs compétences qu'on va parler.

Un des professeurs : À l'université, on va demander qui a eu l'idée de mettre une femme à ce poste-là. À l'université, il y a des hommes incompetents, mais ils ne sont jamais montrés du doigt.

Un participant: François Mitterrand est un aristocrate républicain blanc.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Il a été élu président parce qu'il était blanc.

Un participant: Il est vrai que François Mitterrand a des caractéristiques très fortes en fonction du sexe, mais il n'y a pas que ça.

Une participante: Aux dernières élections municipales, j'ai été approchée pour être sur une liste parce que j'étais une femme. Autour de moi, la première réaction était qu'il fallait des femmes sur la liste. On se demande quand ça va se débloquer. On véhicule malgré nous ces stéréotypes qui sont fortement ancrés. Dans vos collèges, quel accueil avez-vous eu du principal ? Ce que vous faisiez a-t-il été bien vécu ?

Un des deux professeurs : Notre chef d'établissement ne nous a pas tenu de discours particulier sur ce sujet. Il nous a laissés faire. Quand on en a discuté avec lui, on voyait qu'il y avait des

problématiques. Il nous a dit que ça ne marcherait jamais, en privé. Mais si le président du conseil général venait avec le recteur et l'inspecteur d'académie, il disait que c'était génial. Il nous encourageait.

Un participant : N'y avait-il pas de crainte par rapport au sujet ? C'est ce qu'on rencontre. Si on veut faire intervenir des associations, il y a une crainte sur le côté militant qui pourrait prendre le pas sur le sujet lui-même. On y est confronté.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Avec mon entreprise, on est en train de monter un projet pour les écoles, les collèges et les lycées sur les violences sexistes et sexuelles. C'est une porte d'entrée parce que la majorité des gens est pour la lutte contre les violences. D'après les témoignages qu'on reçoit, les enseignants ne sont pas toujours outillés pour répondre à ça. Le but n'est pas que les enseignants prennent ça en charge. Ce n'est pas leur travail. Il faudrait qu'ils puissent détecter et orienter vers les structures qui peuvent prendre en charge. C'est un sujet majeur. Il n'y a eu qu'une enquête dans un seul département sur les jeunes femmes de 18 à 23 ans. Une jeune femme sur 4 avait déjà subi des violences sexuelles. L'état des violences faites aux enfants et aux femmes est monstrueux dans la société française. Le conseil de l'Europe dit que c'est un enfant sur 5 qui est victime de violences sexuelles. La moyenne européenne est un peu biaisée. Statistiquement, dans chaque classe il y a un enfant victime. Ça veut dire que tous les profs sont confrontés à cette question dans leur vie et n'ont pas toujours la possibilité de la détecter, ni les outils. On va proposer ce module à tous les conseils régionaux, généraux et aux municipalités pour au moins sensibiliser les enseignants et les outiller. Ensuite, je n'arrive pas à comprendre comment on décortique les phénomènes de discrimination dans les entretiens d'embauche si on ne les pointe pas du doigt. Je forme sur tous les types de discrimination. Dans l'entreprise Chèques-déjeuner, on forme sur la diversité en général. L'entreprise a demandé la programmation de temps spécifiques pour chacune de discriminations. Il y a un truc globalisant au début et à la fin pour montrer que c'est les mêmes mécanismes qu'on reproduit tous. Il faut prendre le temps de détecter les automatismes de chacun.

Un participant: On peut aussi poser la question des quotas, notamment en politique. Aujourd'hui, il y a 3 femmes sur 43 conseillers généraux. Ça veut dire qu'il y a 17 bonshommes en trop. Demain, vous allez faire une discrimination sur les hommes.

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : Avec le nouveau texte de loi sur les conseils généraux, en mars il y aura la parité complète. Ce sera une vraie révolution. J'ai fait une intervention en session il y a quelque temps sur la réforme du conseiller territorial qui allait encore faire baisser le nombre de femmes. J'avais calculé qu'on augmentait de 2% le nombre de femmes à chaque mandat et qu'il faudrait 60 ou 70 ans pour arriver à l'égalité. Un collègue élu m'a répondu qu'il n'y avait pas si longtemps que nous avons le droit de vote. Plein de collègues maires hommes me disent que cette obligation de parité est nulle, qu'ils n'arrivaient pas à trouver des femmes, qu'elles ne venaient pas. Je me suis toujours demandé comment ils allaient les chercher. Je ne me suis pas présentée aux municipales. Mais dans ma commune, il y a plus de femmes bien que nous n'ayons pas l'obligation de la parité. Je pense que j'ai donné la marche à suivre. Quand j'étais maire pendant 16 ans, je ne suis pas allée chercher des femmes en disant que je venais parce qu'elles étaient des femmes.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : On ne peut pas dire comment des femmes vont chercher des hommes pour faire équipe.

Christine Gonnu, vice-présidente du Conseil général de l'Ain, chargée de l'enfance, de la jeunesse et de l'action éducative : On a fait plusieurs formations avant les élections avec « Regards de femmes » pour que les femmes osent être candidates. Une de mes collègues élue au Conseil général est contre l'idée des quotas, de l'obligation.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Il y a là aussi une contradiction. La parité n'est pas un quota qui reproduit la représentation dans la société. Si c'était un quota ce serait 51%. Si on m'avait demandé mon avis quand on a voté la parité, j'aurais voté pour parce que je pense qu'il n'y a pas d'autre solution. Le fait d'inscrire dans la Constitution qu'il y a des femmes et des hommes est

pour moi un gros problème. C'est comme si on inscrivait dans la Constitution qu'il y a des noirs et des blancs. On fige des trucs physiques qui ne devraient avoir aucun lien avec nos capacités, nos envies. La parité est la seule solution. Mais il ne faut pas nier l'essentialisation que ça peut créer. Il y a les femmes d'un côté, les hommes de l'autre.

Un participant: C'est là où la pluralité des identités est centrale. Pour les femmes médiatiquement et politiquement, beaucoup de choses sont faites. Mais on se retrouve avec des élus hommes dont le niveau social est élevé.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : La particularité de la parité est qu'elle est plus facile à déterminer entre femmes et hommes qu'entre noirs et blancs. A partir de quand est-on noir ? A partir de quand est-on blanc ? A partir de quand est-on handicapé ? A partir de quand est-on riche ? A partir de quand est-on pauvre ? C'est pour ça que je passe mon temps à dire que la parité est un souci quand même. Créer une société où les gens sont dans des cases, riches, blancs, noirs, pauvres, femmes, hommes, c'est un problème. En matière d'égalité femme/homme, le risque qu'on prend est moins important que le gain. Mais c'est un arbitrage.

Emmanuel Antoine: En EPS, un exemple me frappe à chaque fois. Vous avez le postulat que les filles sont moins bonnes à la nage que les garçons. Donc il y a deux barèmes. Un garçon dont la croissance n'est pas la même que celle des autres va avoir 3 sur 20 parce qu'il est dans le barème des garçons. La bonne démarche de la politique scolaire serait des barèmes de groupes de niveau.

Jean-Baptiste Prévot, professeur d'histoire-géographie : Cette question est éminemment compliquée parce que d'un côté on fait un barème unique pour montrer que ce qui prime n'est pas le sexe, mais c'est l'entraînement. On peut avoir une fille très entraînée face à un garçon de 100 kilos, à 13 ans, avec le même barème. Au niveau social, il y a des injonctions pour que le garçon pratique des activités physiques et pour que les filles ne pratiquent pas les activités considérées comme viriles. On constate qu'en terminale, malgré un barème différencié, les résultats des filles sont un tiers inférieur à celui des garçons. Il y a des choses très contradictoires, difficiles à penser.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : C'est juste l'exemple d'une matière en EPS. Il y a aussi des barèmes différenciés dans la fonction publique territoriale. Dans la filière sportive, il y a encore un concours où le barème de natation et celui d'athlétisme ne sont pas les mêmes pour une femme ou un homme.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Je vous propose une dernière intervention. Et après on clôturera cet atelier.

Une intervenante: La différence est traitée de manière différente. Pour le handicap, on va mettre en avant la différence pour mieux la faire accepter. Et quand il s'agit d'homme/femme, on veut gommer la différence.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Quand on fait la promotion du droit des personnes en situation de handicap. Elles ont le droit à la différence, à l'adaptabilité des lieux, des formations. Quand on parle de l'égalité entre les femmes et les hommes, on va aussi parler des droits des femmes. Il faut continuer à se mobiliser et à faire en sorte qu'en cette période de crise et au vu des indicateurs un peu préoccupants sur cette question on puisse continuer à travailler sur les droits. C'est bien dommage qu'il faille inscrire la parité dans une loi. Mais aujourd'hui, il n'y a pas le choix.

Caroline de Haas, présidente d'Egaé, d'égal à égale : Parce qu'on n'a pas trouvé de meilleure solution.

Marie-Josèphe Fillère, responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes au Conseil général de l'Allier : Merci à vous pour votre attention et votre participation. La diversité de vos interventions et de vos identités était riche.